

Le médiateur sud-africain dans le conflit burundais est à Bujumbura

PANA, 20/10/2008 Bujumbura, Burundi - Le médiateur sud-africain dans le conflit burundais, Charles Nqakula, est arrivé lundi à Bujumbura où il va tenter de faire avancer les laborieuses négociations d'un cessez-le-feu global et définitif entre le pouvoir central et le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, rébellion), a-t-on appris de source diplomatique dans la capitale burundaise. Peu après son arrivée à Bujumbura, le médiateur a fait savoir à la presse qu'il va rencontrer le président burundais, Pierre Nkurunziza et le leader du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays, Agathon Rwasa, pour faire le point sur l'état d'avancement du processus inter-burundais de paix.

Le facilitateur n'était pas retourné au Burundi depuis août dernier, date de la signature d'une déclaration d'engagement du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza et du leader du PALIPEHUTU-FNL, Agathon Rwasa, à accélérer résolument le processus de paix jusqu'à son aboutissement total par au moins deux rencontres hebdomadaires. Le calendrier de ces rencontres n'a pas été respecté la lettre, dit-on avec irritation, notamment dans les rangs du PALIPEHUTU-FNL. Au niveau technique, les travaux du mécanisme conjoint d'évaluation et de suivi (MCVS) de l'accord de cessez-le-feu liant, théoriquement, les parties belligères depuis le 7 septembre 2006, sont également au point mort, apprend-on toujours de sources proches des belligères. Le directoire politique, de son côté, a, par contre, fait montre de plus de dynamisme ces derniers jours en allant secouer le médiateur sud-africain à Pretoria et lui rappeler qu'il a jusqu'au 31 décembre prochain pour mener à bonne fin sa lourde tâche, conformément au calendrier fixé par les pays membres de l'initiative régionale de paix pour le Burundi. La tentaculaire structure internationale, qui assiste la médiation sud-africaine, comprend des représentants de l'Union africaine (UA), ceux des Nations unies, de l'Union européenne (UE) ainsi que des diplomates ougandais et tanzanien, deux pays qui assurent respectivement la présidence et la vice-présidence de l'initiative régionale de paix pour le Burundi. Tout ce beau monde doit aider les parties au conflit à s'entendre sur plusieurs points encore litigieux dans leur accord de cessez-le-feu et qui font craindre le pire à l'opinion nationale au rythme où s'échauffent les esprits des belligères chaque jour qui passe. Le principal point d'achoppement reste la reconnaissance du mouvement rebelle en tant que parti politique autorisé à oeuvrer dans la légalité constitutionnelle. Le PALIPEHUTU-FNL doit probablement changer d'appellation à connotation ethnique pour mériter l'agrément officiel comme le veut la Constitution du moment qui bannit l'existence légale de tout parti politique se réclamant d'une ethnie, religion et région, met en avant la partie gouvernementale. Le mouvement rebelle a, cependant, déjà signifié à qui veut l'entendre qu'il ne renoncera, pour rien au monde, à son identité dans laquelle se reconnaît la grande majorité de la population burundaise. L'autre grand chantier en souffrance a trait au processus de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) des combattants rebelles dans une nouvelle vie socioprofessionnelle, une fois qu'un accord global et définitif d'un cessez-le-feu aura été scellé. Le gouvernement burundais doit également tailler sur mesure les habits des responsables politiques rebelles qui attendent, le moment venu, d'entrer au gouvernement et dans différentes autres institutions du pouvoir pour savourer ensemble les dividendes de la paix retrouvée. Après Bujumbura, le médiateur sud-africain doit encore se rendre à Kampala et Dar-es-Salaam pour rendre compte des difficultés qu'il rencontre et prendre les avis des chefs d'Etat ougandais, Yoweri Museveni et tanzanien, Jakaya Kikwete, qui coprésident l'initiative régionale de paix pour le Burundi.